

INTERNATIONAL

Quand la société chinoise conteste

vendredi 27 janvier 2023, par [ROCCA Jean-Louis](#) (Date de rédaction antérieure : 27 janvier 2023).

En novembre, plusieurs dizaines de milliers de manifestants se sont rassemblés dans une dizaine de villes chinoises pour s'opposer à la politique du zéro-Covid. Au plus grand étonnement des observateurs, cette « révolte » n'a pas fondamentalement remis en cause le régime. En réalité, depuis les années 1990, la nouvelle société chinoise n'hésite pas à protester, en particulier contre tout ce qui pourrait fragiliser les acquis de la classe moyenne. Le Parti communiste chinois a laissé se construire un espace légitime de contestation, à condition qu'elle ne franchisse pas la ligne rouge de la dissidence.

Sommaire

- [La Chine, une société banale](#)
- [Métamorphose d'une société](#)
- [Une société de classe moyenne](#)
- [Conserver et donc composer](#)
- [Sous Xi Jinping : contestation](#)

Depuis le début des grandes réformes des années 1990, la société chinoise conteste. Des ouvriers d'État licenciés pour cause de rentabilité aux paysans expropriés de leurs terres pour laisser place à des projets de « développement », en passant par le nouveau prolétariat des campagnes, les propriétaires d'appartement floués par les compagnies immobilières ou les riverains d'usines polluantes, les Chinois du « miracle » économique défendent pied à pied leurs intérêts et leur imaginaire.

Avant la pandémie, il n'était pas rare de voir des citoyens, pourtant attachés à l'ordre et à la discipline, critiquer l'État - la plupart du temps les autorités locales - jugé incapable d'appliquer la loi. Ou même le Parti Communiste, sommé de défendre les intérêts du peuple. Pourtant, aucun de ces conflits sociaux n'a débouché sur le début du commencement d'une remise en cause du régime. Bien au contraire, le régime a joui, au moins jusqu'à la pandémie, d'un large soutien de la population, qui reposait non seulement sur la prospérité économique mais aussi sur le sentiment que le Parti était, malgré tout, le meilleur garant du prestige de la nation et de la stabilité du pays.

De la même façon, pendant les manifestations de novembre contre la politique du zéro-Covid, seules quelques voix se sont élevées pour s'en prendre au Parti et parfois à Xi Jinping. Et si la plupart des Chinois ont fini par être excédés par les conséquences de la politique du zéro-Covid, son abandon fin décembre a créé un sentiment d'angoisse voire de panique parmi la population. Ces manifestations ont, en fait, accéléré le processus d'assouplissement déjà engagé du triptyque « tester, tracer, isoler » et donc débouché sur une vague sans précédent de contamination. Les Chinois restent cloîtrés chez eux, stockent les médicaments contenant du Paracetamol, craignent de devoir aller dans des hôpitaux déjà surchargés. On veut être protégé, et l'on en vient à regretter le temps où chacun était testé et où l'État contrôlait la situation...

Comment comprendre cette ambivalence d'une société prompte à contester, mais très hésitante à remettre en cause le statu quo politique ?

La Chine, une société banale

Une première piste consiste à insister sur la dimension répressive du régime qui augmente considérablement le coût de la révolte. Ce calcul n'étant pas propre à la Chine mais commun à tout régime autoritaire, l'enjeu intellectuel est de comprendre à quel moment la bascule pourrait avoir lieu.

Une autre piste consiste à renvoyer à la « culture ». La civilisation chinoise serait, par nature, conservatrice, imposant un modèle disciplinaire ; chaque individu étant sommé de s'incliner devant les nécessités de la Nation, de l'État, de la séniorité. Mais alors comment comprendre que ces Chinois, conservateurs invétérés, aient mis à mal la tradition pour créer une société moderne ? Les tentatives de modernisation radicale des années 1920/1930, le socialisme dès 1949, la politique des réformes des années 1980/1990 avaient toutes pour ambition de liquider la « boutique de Confucius » (*dadao kongjiadian*). De même, on a du mal à voir les points communs entre la Chine du XVIII^e siècle et celle d'aujourd'hui. L'Empire du milieu était une civilisation convaincue de sa supériorité mais préservant un splendide isolement.

Aujourd'hui la Chine est intégrée au monde et veut même s'y intégrer encore plus : c'est bien là le problème ! Quant à la société chinoise, qui peut croire que celle d'aujourd'hui, constituée de salariés / consommateurs / propriétaires, éduqués, ambitieux et informés, impliqués dans des logiques de mode, de représentation et de distinction puissent avoir un quelconque rapport avec le Chinois de l'Empire Qing ? Enfin, rappelons qu'il existe, à côté de la Chine « continentale », une île peuplée de Chinois, qui est une démocratie... Taïwan.

Pour comprendre en quoi et pourquoi la société chinoise est à la fois contestatrice et conservatrice, il faut plus simplement faire confiance aux sciences sociales et arrêter de considérer que ce que l'on connaît en matière de logiques politiques, de relations sociales, de mouvements sociaux, de rapport à l'État cessent d'exister lorsque nous franchissons les frontières chinoises.

Métamorphose d'une société

Depuis la fin des années 1990, la société chinoise s'est métamorphosée. Vingt ans plus tôt, le Parti effectue un virage radical. Il abandonne ses visées révolutionnaires, son objectif démiurgique de créer, de toute pièce, une nouvelle société - sans pour autant lancer des réformes ambitieuses. On tâtonne, on expérimente, on hésite, on laisse des initiatives se développer. C'est seulement à la suite du mouvement de 1989 que le Parti communiste chinois (PCC), inquiet de terminer comme le PCUS son frère de l'Union soviétique, décide de redevenir révolutionnaire mais d'une façon paradoxale, en introduisant les normes et valeurs capitalistes. Les forces du marché sont libérées, l'enrichissement, la propriété et la réussite individuelle sont valorisés, tout devient marchandise. Les Chinois sont mis au travail capitaliste : les paysans deviennent ouvriers, les ouvriers urbains perdent leurs privilèges et doivent trouver par eux-mêmes un emploi. De grands groupes publics sont créés tandis que des multinationales privées se constituent sous la protection des autorités nationales ou locales. Ce seront les fers de lance de la projection extérieure de l'économie chinoise.

Le contrat est simple : le Parti reste la seule force politique du pays, mais s'engage à créer des opportunités d'ascension sociale pour la population. Grâce à la croissance économique, au

développement de l'enseignement supérieur, aux migrations ville-campagne, à la diversification des emplois, la très grande majorité de la population a vu sa situation s'améliorer et une grande partie d'entre elle a pu entrer dans la « classe moyenne » [1]. Cette expression, qui apparaît au début des années 2000, s'invite peu à peu au centre des préoccupations sociales, politiques et même idéologiques du pays. On veut être « classe moyenne » car c'est le gage d'appartenir au groupe social de référence, même si aucune définition ne fait consensus. Le membre de la classe moyenne est censé être éduqué - « civilisé » même -, propriétaire, bon consommateur et bon citoyen, raisonnable mais décidé à défendre ses intérêts et son mode de vie.

Pour les *businessmen*, il est le client idéal, à l'aise financièrement et amateur de produits à forte valeur ajoutée. Pour le Parti, il est supposé être le citoyen idéal, fier d'être un Chinois moderne, pointilleux sur ses droits mais respectueux de l'ordre et de la loi, travailleur acharné toujours désireux de se dépasser. Pour les classes populaires (les ouvriers migrants des campagnes), c'est un exemple et un modèle. Enfin pour les universitaires qui espèrent des changements politiques, la classe moyenne devrait forcer le Parti à donner plus de liberté d'expression et d'organisation à la population mais aussi à rendre l'arsenal juridique plus efficace et indépendant du Parti. Les acteurs utilisent des termes parfois différents : couches moyennes, classe moyenne, couches intermédiaires et pour le gouvernement et le Parti « personnes à revenu moyen » (*zhongdeng shouruzhe*) mais tous parlent de cette nouvelle catégorie sociale constituée de ceux qui ont tiré parti de la croissance économique pour sortir de la misère, sans être devenu riche et puissant pour autant.

Néanmoins, parmi ceux qui espèrent des changements politiques portés par la classe moyenne, peu sont favorables à l'adoption d'un système électif. Ils perçoivent les élections comme un processus dangereux, déstabilisant et aléatoire. L'argent a trop de place dans les campagnes électorales, la corruption y est endémique, les débats démocratiques ralentissent le processus de décision, une fois élus les hommes politiques ne sont plus redevables à leurs électeurs. Autant de critiques qui conduisent beaucoup à conclure : « à quoi bon changer pour un système qui ne garantit aucune amélioration ? ». Même les meneurs de ces mouvements qui parlent de liberté et de légalité sont politiquement prudents parce que pour eux l'idée n'est pas d'ajouter de l'instabilité à l'instabilité, mais au contraire de participer à la pacification de la société par une juste réparation des injustices. Ce que l'on souhaite, c'est que les « nouvelles identités » propres à la classe moyenne - propriétaire, consommateur, éducateur, citoyen - vont la conduire à prendre conscience de sa position centrale, du fait qu'elle a beaucoup de choses à perdre et donc à défendre et... à protéger.

Une société de classe moyenne sur la voie de la modernité

Ce qui est frappant dans ce contexte, c'est qu'il ne diffère pas de ce qu'ont pu connaître d'autres sociétés engagées dans un processus de modernisation. La comparaison avec les sociétés européennes post-seconde guerre mondiale est édifiante [2]. On doit ainsi insister sur la capacité des normes et des valeurs du capitalisme à s'insérer dans des mécanismes qui lui sont pourtant largement étrangers au départ. Le capitalisme chinois a ses caractéristiques propres comme le capitalisme français a les siennes. Le rôle de l'État central et des autorités locales y est sans doute plus important. Faute de solides et anciennes institutions administrant le marché, la confiance envers les réseaux personnels et la méfiance envers les « étrangers » à ces réseaux marquent profondément les pratiques.

Mais les objectifs des acteurs économiques, la nature de la rationalité à l'œuvre, les méthodes de gestion et d'organisation du travail renvoient à des archétypes communs aux sociétés capitalistes. De même, le diktat de la croissance économique, l'amélioration spectaculaire du niveau de vie et du niveau d'éducation, l'émergence d'une société de consommation et de loisirs, la marchandisation des

relations sociales, la construction de nouveaux modes de vie, autant de phénomènes sociaux universels. On retrouve aussi, et c'est un point essentiel, ce mélange de progressisme et de conservatisme propre à la classe moyenne et à ceux qui voudraient y entrer.

La thématique de la classe moyenne est donc devenue centrale dans la société chinoise. Non seulement parce que le Parti, les hommes d'affaires, les intellectuels critiques la voient comme l'avenir du pays mais aussi parce que l'ensemble de la population s'identifie à elle. Dorénavant, pour être une personne « bien vue », respectée et respectable, il faut avoir un bon salaire, un appartement, une voiture, un diplôme du supérieur, un abonnement à un club de gym, des habits de telle ou telle marque, faire des voyages, se marier, avoir un enfant qui réussit, etc. Cette vie est rythmée par le travail - la pratique du « 996 » : travailler de 9 :00 à 21 :00, six jours par semaine et la concurrence de tous contre tous. Les Chinois sont censés y trouver des occasions de réalisation personnelle, d'expression des goûts et des couleurs. Ils peuvent ainsi devenir de « vrais » individus, modernes, dotés d'une subjectivité et même, d'une certaine façon des citoyens du monde.

La multiplication des conflits sociaux depuis les années 1990 est un signe du progressisme de la nouvelle société chinoise. Comme on l'a vu, les Chinois n'hésitent pas à protester et même à organiser leur protestation. Il s'agit d'éliminer les obstacles les empêchant de se maintenir ou d'entrer dans la classe moyenne - salaires trop bas, conditions de travail dégradantes ou dangereuses, mauvaise qualité des appartements achetés ou de la gestion des résidences par les régies d'immeubles, confiscation des terres contre des compensations trop faibles - ou de préserver un cadre de vie et un mode de vie jugés dégradés - lutte contre les usines polluantes ou les projets mettant en danger l'environnement.

L'irruption de phénomènes culturels remettant en cause le nouveau modèle social participe du même mouvement. Il s'agit cette fois-ci de rompre avec le modèle du « 996 », de mener une vie tranquille loin des contraintes de la concurrence, de la compétition, des responsabilités, de ne pas se marier, de ne pas avoir d'enfants. Ces phénomènes que l'on peut comparer à la contestation de la jeunesse des années 1960 et 1970 en Europe sont aussi progressistes en ce que qu'ils veulent projeter la société dans une autre réalité.

Conserver et donc composer

Mais ce progressisme se mêle à l'angoisse de la chute. Contrairement aux classes populaires - encore engluées dans les contraintes des besoins fondamentaux - et les riches qui ne sont pas dans la logique de choix en raison de leurs moyens illimités - la classe moyenne est toujours constamment placée face à des choix cornéliens. Quelle marque dois-je acheter ? Où dois-je habiter ? Quelle école dois-je choisir pour mon enfant ? Où dois-je placer mon argent ? Avec qui dois-je me marier ? Si je ne réussis pas dans mon nouveau travail, si les politiques publiques me sont défavorables, je risque de retomber dans le bas de la société ou en tout cas d'être perçu comme tel. La peur du déclassement est au cœur de ses angoisses. Elles s'expriment à la fois dans une peur du changement, de l'instabilité, et du risque.

Même dans les conflits sociaux, il s'agit de « progresser » mais aussi de préserver un statut et des acquis : de préserver sa sécurité. Le Parti l'a bien compris et a participé à l'émergence d'un espace légitime de contestation dans lequel règne un *modus vivendi*. La protestation est acceptée si elle ne franchit pas la ligne de la dissidence, c'est-à-dire que le conflit reste localisé et ne rompt pas avec les politiques publiques. L'amélioration des conditions de vie et de travail des ouvriers migrants, la protection de la propriété, la défense de l'environnement vont dans le sens des réformes entreprises depuis les années 1990. Même si la peur de l'instabilité sociale conduit à des formules de répression,

il est apparu progressivement que la satisfaction plus ou moins complète des revendications des contestataires ou l'adoption de nouvelles lois garantissaient beaucoup mieux la paix sociale. Chacun essaie donc jouer sur ces mécanismes de médiation. Les autorités en réprimant de manière ciblée et limitée des meneurs, en divisant pour régner, en négociant, voire en soudoyant.

Les protestataires en graduant leurs réactions : actions mesurées au début, manifestations plus spectaculaires ou négociations si rien ne bouge. Et surtout en évitant que le mouvement apparaisse comme risquant de déboucher sur la « politique ». Ainsi, dans un documentaire relatant l'expérience d'un village qui a réussi à imposer des élections pour évincer des dirigeants corrompus, un des meneurs expliquait à une représentante d'un village d'une autre province venue obtenir des conseils qu'il ne pouvait rien pour elle, la réussite du mouvement local étant perçue comme conditionnée par la limitation à un espace précis et à une question précise [3]. Ce qui s'est imposé c'est une sorte de « not in my backyard » institutionnalisé : l'important est que le groupe des protestataires voit ses revendications satisfaites ou qu'il soit préservé d'une mauvaise politique.

Peu importe que telle usine polluante s'installe ailleurs à partir du moment où elle ne s'installe pas chez moi. Lorsqu'une organisation rassemblant plusieurs milliers de comités de propriétaires s'est créée à Beijing à la fin des années 2000, les autorités ont manœuvré pour créer une scission et casser la logique collective. Les négociations sont devenues soudainement beaucoup plus faciles et de nettes avancées ont eu lieu dans le domaine légal. Une partie des meneurs a cédé aux sirènes de la collaboration. La légalisation des comités de propriétaires en tant qu'instance de décision dans la gestion des résidences a affaibli la contestation.

Peu à peu les autorités ont établi un dispositif d'ingénierie sociale, aspect particulier d'une nouvelle « gouvernabilité », qui permet de prévenir et d'apaiser les conflits. Des documents expliquent comment négocier, comment prévoir ces conflits, comment déstabiliser le mouvement, quitte à dégager d'importantes sommes d'argent pour satisfaire les revendications. C'est ce que l'on a vu dernièrement à l'occasion de la mobilisation d'épargnants délestés de leurs économies par des banques au Henan ou lors des manifestations anti-Covid. Certes, la violence légitime fait partie du dispositif (on fait peur) mais ce n'en est pas l'élément central. Ce sont ces procédures qui ont été appliquées lors des manifestations de décembre 2022.

Les phénomènes culturels sont aussi mâtinés de modération et de conservatisme social. Ainsi, comme le note le sociologue Sun Liping, le mouvement « rester couché » (*tangping*), qui dit refuser le jeu de la société de la concurrence et le contrat social accepté par leurs parents, est un privilège. « Ce genre de mode de vie coûte 20 000 yuans par an ». Il est donc réservé à ceux qui ont déjà réussi leur ascension sociale ou qui peuvent profiter de celle de leurs parents [4]. On protège ici un mode de vie, un statut social.

Ce climat de conservatisme, on peut le trouver enfin dans tout un ensemble de pratiques et de valeurs qui se mêlent inextricablement à la « modernité ». Dans les nouvelles résidences où vivent la plupart des urbains règnent l'ordre et la discipline grâce à la présence de vigiles et de systèmes de sécurité. On évite que les gens de l'extérieur y pénètrent notamment les migrants- sauf évidemment quand ils viennent livrer des marchandises. Le mépris de classe est permanent. On n'aime guère vivre à côté des lieux où résident les migrants. Si certains d'entre eux s'y installent, les prix de l'immobilier et donc du patrimoine baissent. Les chiens et les enfants doivent se faire discrets, les parties communes font l'objet de toutes les attentions.

De même, dans le domaine des mœurs, l'ambiguïté règne. L'amour et la liberté sexuelle sont des valeurs partagées mais le mariage reste une institution. Les mères sont notamment chargées de trouver le bon parti en fonction de critères, multiples mais très objectifs : le milieu social et géographique, l'âge, la profession, le patrimoine. Il reste encore très compliqué d'avoir un bébé sans

être marié.

L'erreur serait de penser que le conservatisme est un simple obstacle au progressisme ; un facteur qui empêcherait la modernité de s'imposer. En réalité, ce conservatisme est plutôt le pendant du progressisme. C'était le cas dans les années 1960 et 1970 en Europe, c'est aussi le cas en Chine. La classe moyenne est conquérante et manque d'assurance. D'une part en raison de la rapidité des changements. Malgré le processus de modernisation socialiste, la Chine des années 1990 était encore pauvre, rurale, peu qualifiée par rapport aux pays développés. La population évolue dans un univers réduit où le village, l'unité de travail (l'entreprise ou l'administration) constitue les limites. C'est aussi une société aux mœurs très strictes. La sodomie n'est dépenalisée qu'en 1997 et l'homosexualité sort de la liste des maladies mentales en 2001.

La brutalité des changements explique le sentiment de perte des repères et pour une part l'insistance sur les valeurs perçues comme « traditionnelles ». En réalité elles ne le sont pas ou en tout cas pas de manière récente. La répression de l'homosexualité, des relations extra-conjugales, de la prostitution etc. qui dominant en Chine socialiste n'avait pas d'équivalent dans la Chine pré-républicaine des années 1920. Il faut tenir compte aussi du rôle-pivot des parents et grands-parents dans les relations sociales. Ce sont eux qui ont tiré le plus partie des réformes qui ont accumulé du patrimoine, qui se sont sacrifiés pour que leurs enfants fassent des études, etc. Ils exercent donc un magistère à la fois moral et financier. La plupart ont été éduqués avant les années 1990 et sont donc marqués par la moralité et les conditions sociales et politiques de la période précédente. Ils n'aiment ni la politique ni le désordre. Ils ont vécu le Grand bond en avant et la Révolution culturelle. Ils privilégient avant tout l'aisance et la tranquillité.

Sous Xi Jinping : contestation sans institutionnalisation

Contrairement à ce que l'on lit souvent, la présidence de Xi Jinping n'a pas conduit à la fin de toute contestation sociale. Les livreurs, les ouvriers, les professeurs ont continué à revendiquer. La pandémie a réduit les occasions de conflits mais ne les a pas fait disparaître, elle a même conduit certains à s'opposer violemment aux conditions du confinement comme à Shanghai au printemps 2022. Mais à partir des années 2014-2015, le Parti a réussi à éradiquer le processus d'institutionnalisation, certes limité mais bien réel, qui avait vu le développement d'ONG soutenant les revendications sociales. Parmi les plus dynamiques on peut citer les « ONG du travail » aidant les migrants à se former et à s'organiser, ou encore les « ONG environnementales ». Afin de faire avancer certains dossiers, les autorités locales ou nationales n'hésitaient pas parfois à s'appuyer sur ces organisations, elles-mêmes souvent initiées par des intellectuels (professeurs, avocats, etc.) et des cadres du Parti sensibles à ces problématiques. Ce n'est donc pas la « société » et sa contestation qui ont été éliminées mais tout ce dispositif d'institutionnalisation et ceci afin d'unifier la société autour du Parti.

On touche ici une vraie différence avec l'Europe des années 1960-1970. L'émergence de la classe moyenne chinoise se réalise dans le cadre d'une médiation politique « informelle ». Pas de corps intermédiaires (d'associations, de syndicats), pas d'élections, pas de larges mouvements sociaux. Il s'agit donc pour les autorités d'anticiper les réactions de la société, de nouer avec elle des moments d'interactions ponctuels. Ce modèle est-il viable ? Rien n'est moins sûr. Les événements récents montrent tout d'abord que le Parti n'est pas serein. Les nuages s'amoncellent. L'économie chinoise va mal. Les secteurs traditionnels (manufacture, immobilier) qui ont tiré la croissance sont en bout de course et le high-tech ainsi que le tertiaire sont loin de les remplacer. L'emploi s'en ressent, les salaires des migrants sont de moins en moins compétitifs et la main-d'œuvre qualifiée est pléthorique. Le chômage des jeunes est massif. Ces problèmes structurels ont été encore aggravés

par la pandémie.

La consommation devait tirer la croissance à la place de l'investissement et des exportations mais les problèmes d'emploi et l'endettement des membres de la classe moyenne la conduisent dans une impasse. Alors que jusqu'au milieu des années 1990, l'éducation, les retraites, le logement et la santé étaient prises en charge par l'État, une partie importante, l'essentiel ou la totalité sont dorénavant à la charge des travailleurs. D'où cette société compétitive où il faut trouver toujours plus de ressources à la fois pour payer ces dépenses indispensables et assurer le train de vie nécessaire pour ne pas sombrer dans le déclassement.

Si la société n'est pas prête à renverser le Parti pour l'instant, elle n'est pas prête non plus à perdre ses acquis. Dans ce contexte, le Parti ne va-t-il pas être contraint de négocier plus que jamais avec la société et dans une situation moins confortable qu'il y a quelques années ? Dans son discours du nouvel an 2023, même s'il a rappelé l'importance de l'unité, Xi Jinping a fait preuve de beaucoup de modération et a notamment noté que « dans un pays aussi grand que la Chine, il [était] naturel que chacun ait des aspirations et des points de vue différents ».

Jean-Louis Rocca

SOCIOLOGUE, PROFESSEUR À SCIENCES PO ET CHERCHEUR AU CERI

P.-S.

• AOC. Vendredi 27 janvier 2023 :

<https://aoc.media/auteur/jean-louis-rocca-aoc-media/>

• *Les articles de Jean-Louis Rocca dans AOC :*

<https://aoc.media/auteur/jean-louis-rocca-aoc-media/>